

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 25 février au 03 mars 2017

Rappel, la semaine dernière : Affaire Théo, Campagne présidentielle, Moralisation de la vie politique ...

Affaire Fillon : modéré, en hausse

L'actualité concernant l'affaire Fillon et le maintien de la candidature de l'ancien Premier ministre, a fait réagir une trentaine de correspondants, soit un volume cinq fois supérieur à la semaine précédente.

La convocation de François Fillon par les juges d'instruction a entraîné une vague de soutiens représentant plus de la moitié de ces lettres. Ces électeurs de droite dénoncent un « *complot* » qui serait mené par le Président de la République et son entourage afin de « *saboter les chances de la droite* » et fustigent une « *cabale* » menée à l'encontre de leur candidat à l'aide d'une « *justice qui n'est pas indépendante mais manœuvrée en sous-main* ». Ils témoignent dès lors de leur « *dégoût* » face à un « *timing judiciaire* » qui risque de les « *priver de candidat* » : « *je me sens évincée de l'élection présidentielle* ».

Quelques-uns moquent le communiqué du Chef de l'Etat, rappelant à ce dernier ses propos rapportés dans le livre « Un Président ne devrait pas dire ça » : « *vous parliez d'une institution de lâcheté et maintenant vous vous présentez comme son défenseur... On se demande qui est le lâche* ».

L'autre moitié des intervenants condamnent fermement l'ancien député de la Sarthe et trouvent « incompréhensible » le « maintien » de sa candidature comme de ses propos « *qui salissent des institutions dont il veut devenir le garant* ». A ce titre, dans un contexte jugé « *délétère et dangereux* », plusieurs correspondants saluent le communiqué de François Hollande et souhaitent son « *intervention* » afin de « *rétablir l'autorité de la République et préserver la démocratie* ».

Inquiets par « *la confiscation du débat démocratique* » par les affaires, **une poignée d'entre eux souhaitent l'interdiction de la manifestation prévue le 5 mars** : « *les électeurs de droite marchent sur la tête, ils vont manifester contre la Justice pour défendre un hors-la-loi, alors qu'ils demandent toujours plus de fermeté... J'ai peur pour les années à venir* ».

Campagne-élection présidentielle : modéré, en légère hausse

Dénonçant une « actualité politique peu reluisante », près de la moitié de la trentaine de courriers relatifs à l'élection présidentielle exhortent François Hollande à « *revenir sur [sa] décision* » et se déclarer candidat « *à [sa] propre succession* ».

Seulement neuf électeurs ont souhaité apporter leur soutien à un candidat déclaré, dont quatre pour Benoît Hamon, trois pour Marine le Pen et deux pour Emmanuel Macron.

Tout comme la semaine dernière, les Français expriment leur « désarroi », leur « trouble » face à l'élection à venir. Considérant que la campagne « *va être très courte* » et que les « *affaires* » risquent de conduire à « *une abstention record* », quatre personnes annoncent qu'elles vont « *voter blanc* » et invitent le Président de la République à « *faire reconnaître* » un suffrage qui pourrait « *s'avérer salvateur* ».

Enfin, comme depuis des semaines, des courriers **témoignent de l'inquiétude des électeurs face à la montée d'un Front National « plus que jamais aux portes du pouvoir », « parti dangereux fondé sur le racisme, l'antisémitisme, l'opportunisme et l'incompétence ».** Ci-dessous un témoignage de cette intime et profonde inquiétude : « *Aujourd'hui, je ne ris plus. La perspective de voir Mme Le Pen vous succéder me glace jusqu'aux os. De ce fait, nous sommes tous responsables. Il serait stupide d'en imputer la cause aux seuls politiques. Nous vivons dans un monde que, tous, nous forgeons jour après jour. Et nous sommes près de 40 % à croire que le Front National est une opportunité acceptable. J'ai du mal à dire "nous".* »

Affaire Théo : modéré, en forte baisse

En baisse de près de 50%, les réactions à l'affaire Théo sont très majoritairement critiques à l'encontre du Chef de l'Etat.

Si un correspondant remercie le Président de s'être rendu au chevet du jeune homme, les autres font part de leur incompréhension. Parmi eux, cinq interprètent cette visite comme « *un affront* » vis-à-vis des forces de l'ordre et demandent à François Hollande de les soutenir publiquement : « *La police est malmenée depuis cette affaire, il faut afficher votre soutien* ».

Les suspicions de détournement de fonds visant la famille de Théo discréditent davantage le déplacement du Président pour d'autres qui ne manquent pas de rappeler que la famille de Théo est issue de l'immigration : « *une pauvre victime honnête...Ah non une racaille de banlieue !* » ; « *vous auriez dû être renseigné sur son profil, comment a-t-on pu vous laisser y aller ?! En tout cas j'espère que vous allez vous assurer avec la même conviction que les coupables du détournement remboursent jusqu'à la fin de leurs jours* ».

Enfin, l'agression de Marin à Lyon est évoquée à deux reprises par des personnes estimant qu'il s'agit d'une « véritable » victime ayant défendu « *les valeurs de la République* » : « *ce jeune homme est un héros, lui* ».

Propos de Donald Trump sur la sécurité à Paris : faible

La phrase du président américain « *Paris n'est plus Paris* » a fait réagir une petite poignée de Français.

La moitié d'entre eux, « *touchés au vif* » ne comprennent pas « *quel est le but d'insulter Paris et la France* » estimant que ces propos sont « *inadmissibles dans la bouche d'un Président des Etats-Unis* ».

A l'inverse, l'autre moitié vont dans le sens de Donald Trump : « *Paris n'est plus Paris car la France n'est plus la France, on est envahi par les immigrés* ». Sur le ton de la polémique, ces correspondants critiquent la réponse donnée par François Hollande : « *Alors comme ça "ici il n'y a pas de personnes qui prennent des armes pour tirer dans la foule" !? Mais ici, ils prennent des camions, pour en tuer beaucoup plus ! Comment osez-vous dire de telles choses ?* ».

Reconnaissance d'un Etat palestinien : faible

Cinq citoyens ont relayé la lettre ouverte cosignée par 154 parlementaires, demandant au Chef de l'Etat de reconnaître l'Etat de Palestine au nom de la France. Rappelant le « *point 59 de [son] programme* », ils considèrent que la fin de mandat est une « *opportunité unique* » pour « *faire ce geste fondamental dans la construction de la paix au Proche-Orient* ». Une paix qui par conséquent, « *sera aussi notre paix* ».

Salon de l'agriculture : très faible

Seuls deux Français ont commenté la visite du Président au Salon de l'agriculture, pour la railler : « *tous les jours un agriculteur se suicide et vous avez le culot de venir pour bouffer* ».

Six ont par ailleurs interpellé le Chef de l'Etat sur la souffrance animale, réagissant pour la plupart aux nouvelles images de maltraitements dans les abattoirs, sans faire de lien néanmoins avec le salon.